COMPRENDRE

L'ÉTAT GARANTIT L'EXTRÊME DROITE

Le projet qui pourrait faire couvrir par l'argent public une partie du risque financier de la campagne du RN en 2027.

→

Sauvegarde. Diffuse. Réponds.



@miaoulenchon

CE QUI SE PRÉPARE

Matignon a réuni les principales banques françaises pour trouver un moyen de financer les candidat·es à la présidentielle.

La piste envisagée : plusieurs banques accorderaient les prêts et l'État couvrirait une partie des pertes en cas de non-remboursement.

Le dispositif pourrait être intégré au budget 2027. Rien n'est encore voté. Nous pouvons donc encore agir !



@miaoulenchon →

POURQUOI CETTE GARANTIE ?

L'argument officiel est défendable : permettre à tou·tes les candidat·es d'accéder au crédit français et empêcher les puissances étrangères de financer notre démocratie.

Le RN avait emprunté 9 millions d'euros auprès d'une banque russe en 2014, puis 10,7 millions auprès d'une banque hongroise en 2022.

D'autres candidat·es, dont Jean-Luc Mélenchon, ont également rencontré des difficultés bancaires.



@miaoulenchon →

LE RN EN PROFITE

Aujourd'hui, le RN cherche précisément 10,7 millions d'euros : le montant maximal susceptible d'être remboursé à une candidature qualifiée au second tour.

Le mécanisme serait officiellement ouvert à tout le monde. Mais il répond immédiatement au problème financier du RN.

Une règle peut être générale sur le papier et taillée pour un bénéficiaire dans les faits.



@miaoulenchon →

CE QUE RISQUE L'ÉTAT

Une garantie publique n'est pas un chèque immédiatement versé au RN.

Les banques prêteraient l'argent. Mais en cas de défaut, une partie de la perte serait assumée par l'État, selon des conditions encore inconnues.

Autrement dit : les banques réduiraient leur risque grâce à la puissance publique. Et les citoyen·nes deviendraient, indirectement, les garant·es de la campagne.



@miaoulenchon →

UN PROBLÈME RÉEL

Les banques savent que le remboursement public d'une campagne dépend notamment de deux conditions :

dépasser 5 % des suffrages ;
faire valider son compte de campagne.

Ce système avantage les candidatures riches, installées ou déjà capables de rassurer les banques.

La démocratie ne devrait dépendre ni d'une fortune personnelle, ni du bon vouloir d'un comité de crédit.



@miaoulenchon →

UNE FAUSSE NEUTRALITÉ

Garantir officiellement le prêt d'un parti, ce n'est pas seulement réduire un risque financier.

C'est aussi envoyer un message : l'État considère cette formation comme suffisamment légitime, fiable et respectable pour engager sa garantie.

Dans le cas de l'extrême droite, cette reconnaissance institutionnelle participe à effacer progressivement ce qu'elle représente.



@miaoulenchon →

NORMALISER C'EST LÉGITIMER

Les recherches sur la normalisation montrent comment les institutions dominantes peuvent rendre l'extrême droite plus acceptable : elles réduisent sa stigmatisation, accroissent sa respectabilité et l'intègrent progressivement au jeu politique ordinaire.

J'en tire une alerte claire : une garantie publique n'est jamais symboliquement neutre !

La République ne doit pas devenir le tampon de respectabilité du RN !!!



@miaoulenchon →

LE PASSIF DU RN

En juin 2024, la condamnation du RN à 250 000 euros d'amende dans l'affaire des kits de campagne est devenue définitive.

En juillet 2026, la cour d'appel de Paris a aussi reconnu le RN coupable de complicité et de recel habituel de détournements de fonds publics, évalués à 2,8 millions d'euros. Un pourvoi en cassation reste possible dans cette seconde affaire.

Et l'État devrait maintenant garantir son prochain financement électoral ? Macron ne préparerait-il pas un service en avance, en échange d'une clémence judiciaire à la fin de son mandat ?



@miaoulenchon →

AVIS PERSO

OUI À LA GARANTIE

Ma position est claire :
oui à une Banque de la démocratie.

Oui à un système public permettant aux candidat·es sérieux·ses d'échapper au pouvoir arbitraire des banques et aux financements étrangers.
Oui à une garantie transparente, plafonnée, contrôlée et accessible selon des règles identiques.

La compétition démocratique ne doit pas être réservée aux riches et aux partis déjà installés.



@miaoulenchon →

AVIS PERSO

PAS À L'EXTRÊME DROITE !!!

Mais je refuse que cette garantie bénéficie :

au Rassemblement national ;
à Reconquête! ;
à l'Union des droites pour la République ;
aux unions d'extrême droite ;
aux micro-partis et formations classés dans le bloc d'extrême droite.

Le pluralisme ne nous oblige pas à transformer l'État en caution bancaire du fascisme !



@miaoulenchon →

AVIS PERSO

LE VERROU JURIDIQUE

Une interdiction écrite uniquement contre « l'extrême droite » serait cependant fragile.

La Constitution protège le pluralisme et la participation équitable des partis. Les conditions d'accès à une aide publique doivent donc reposer sur des critères objectifs, rationnels et proportionnés.

Notre colère doit devenir une règle juridiquement défendable, pas un amendement que le Conseil constitutionnel pourra balayer.



@miaoulenchon →

AVIS PERSO

NOTRE CLAUSE D'INTÉGRITÉ

Aucune garantie publique ne devrait être accordée lorsqu'une candidature ou la formation qui la finance a été définitivement condamnée, durant les dix dernières années, pour :

corruption ; détournement de fonds publics ; financement politique illégal ; fraude liée à une campagne ; blanchiment ou recel ; abus de biens sociaux.

Cette clause serait générale. Mais le RN, définitivement condamné en 2024, serait exclu.



@miaoulenchon →

AVIS PERSO

QUELLES FORMATIONS VISER ?

Politiquement, nous devons nommer :

le RN, Reconquête!, l'UDR, les unions d'extrême droite et toutes les formations rattachées aux nuances RN, REC, UDR, UXD ou EXD. L'UDR d'Éric Ciotti a notamment été maintenue dans le bloc d'extrême droite pour les municipales de 2026, classement que le Conseil d'État n'a pas jugé manifestement erroné.

Une catégorie évolutive évite qu'un simple changement de nom suffise à contourner le débat public.



@miaoulenchon →

AGIR AVANT L'AUTOMNE

Une garantie de l'État doit être autorisée par une loi de finances. Le projet pourrait donc être introduit dans le budget 2027, examiné au Parlement à l'automne 2026.

Il faut interpeller maintenant les député·es et sénateur·rices et exiger :

— la publication du dispositif ;
— son coût maximal ;
— le nom des banques impliquées ;
— une clause d'intégrité ;
— un vote public sur chaque garantie.



@miaoulenchon →

PASSER À L'ACTION

1. Signer la pétition officielle exigeant qu'aucune garantie ne soit accordée au RN.
2. Écrire aux parlementaires et leur demander un engagement public ainsi qu'un amendement au budget.
3. Organiser des rassemblements lors de l'examen du texte.
4. Interpeller collectivement les banques sur leur participation, sans harcèlement individuel.

À l'Assemblée, 100 000 signatures donnent davantage de visibilité à une pétition ; 500 000 peuvent permettre un débat en séance (Normalement, mais plus respecter depuis Macron). Au Sénat, 100 000 signatures en six mois permettent sa transmission à la Conférence des présidents.



@miaoulenchon →

SIGNEZ LA PÉTITION

https://petitions.assemblee-nationale.fr/initiatives/i-6690?locale=fr

@miaoulenchon →

ÉCRIVEZ AUX BANQUES

Six groupes bancaires sont susceptibles de participer au consortium :

BNP Paribas ; Crédit Agricole ; Société Générale ; BPCE — Banque Populaire, Caisse d'Épargne ; Crédit Mutuel — CIC ; La Banque Postale.

Écrivons à leurs directions, services clients et comptes publics : « Financerez-vous la campagne du RN ? Exigez-vous son exclusion de la garantie publique ? » Puis soyons clair·es : toute banque qui choisira de financer l'extrême droite devra en assumer le coût réputationnel et commercial. Pas de réponse ? Pas de transparence ? Financement confirmé ? Nous fermerons nos comptes et organiserons un boycott national.



@miaoulenchon →

PAS UN EURO

Oui au financement démocratique.
Non à la République caution
bancaire de l'extrême droite.

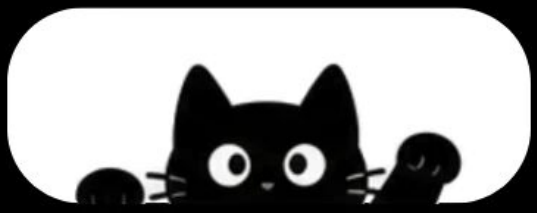
Écrivons à nos parlementaires.
Écrivons aux banques.
Exigeons une clause d'intégrité.
Signons et diffusez la pétition.
Préparons la mobilisation.

Diffuse ce carrousel et interpelle ton entourage.

Sources principales : Matignon et AFP, 23-24 juillet 2026 ; Assemblée nationale, proposition n° 2714 ; LOLF, article 34 ; CNCCFP, rapports 2024-2025 ; cour d'appel de Paris, 7 juillet 2026 ; Conseil constitutionnel, décision 2014-407 QPC ; Conseil d'État, 27 février 2026 ; Heinze, European Journal of Political Research ; Bolet, British Journal of Political Science.

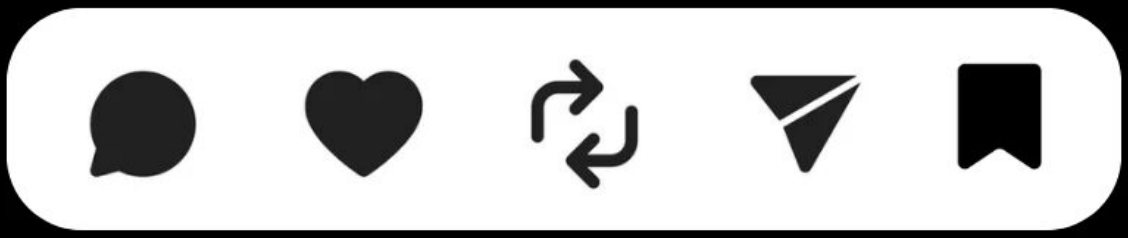


@miaoulenchon →



SAUVEGARDE CE CHARROUSEL ET DIFFUSE-LE LARGEMENT.

Commentez, partagez et sauvegardez.



Et en 2027, faisons enfin gagner l'alternative.

MELENCHON 2027.fr



@miaoulenchon